



L'entrée en campagne,

Politique

Le calendrier est enfin (et provisoirement) fixé. Les formations politiques se mettent en ordre de bataille pour se lancer à la conquête ou reconquête de l'hôtel de Région. Sept candidats se sont déjà fait connaître. Les forces en présence.

Philippe Abline

philippe.abline@centrefrance.com

La perspective de la tenue d'élections régionales en 2021 était encore floue il y a quelques semaines. Le calendrier a enfin été approuvé, à la fois par le Sénat (à main levée, le 26 janvier) et par l'Assemblée nationale, la semaine dernière. Les électeurs seront appelés aux urnes le 13 juin et le 20 juin si un second tour est nécessaire. Les élections départementales seront organisées les mêmes jours. Ces dates ne sont pas gravées dans le marbre et dépendent bien entendu de l'évolution de la crise sanitaire. Le gouvernement a prévu une « clause de revoyure » en avril.

Les parlementaires réfléchissent maintenant aux moyens de rassurer les électeurs qui hésiteraient à franchir le seuil des bureaux de vote. Le premier tour des municipales 2020 et son niveau de participation catastrophique (à peine 39 % dans le Loiret) est encore présent dans les esprits.

Une liste majorité présidentielle tirée par Marc Fesneau ?

Le paysage politique a changé depuis 2015. Avec l'arrivée de La République en Marche en particulier. Le parti d'Emmanuel Macron parviendra-t-il, avec ces régionales, à réussir une implantation locale qui lui a échappé aux municipales ? Le Centre-Val de Loire serait, selon

certain observateurs, l'une des seules régions « prenables » par la majorité présidentielle, grâce au ministre MoDem Marc Fesneau. Celui-ci a conservé racines et popularité en Loir-et-Cher. L'intéressé ne confirme pas sa candidature. « Le temps n'est pas venu », priorité au traitement de la crise sanitaire, esquivaient le ministre, la semaine dernière, lorsque nous l'avons interrogé au téléphone. S'il se présente, ce ne sera pas dans une position « partisane », prévient-il. Il « ne craint pas le combat électoral », ni de devoir défendre les positions du gouvernement mais, souligne-t-il, « ça ne m'intéresse pas si c'est seulement une bataille de partis ».

Accord possible à droite ?

Marc Fesneau s'était associé à Guillaume Peltier (LR) et Philippe Vigier (alors UDI) pour reprendre la Région à la gauche, en 2015. Mais, cette fois, Guillaume Peltier oppose un veto : pas question de pactiser « avec les deux partis de gouvernement » (MoDem et LREM).

Mais le numéro deux des Républicains a cédé la conduite de la liste de droite au député de l'Indre, Nicolas Forissier, qu'on dit plus ouvert au dialogue. La commission nationale d'investiture des Républicains a d'ailleurs validé ce choix, hier matin. Faut-il y voir un signe ? Le chef de file du Rassemblement national, Aleksandar Nikolic, a demandé à Nicolas Forissier, mardi, d'afficher clairement sa position : « La liste des Républicains dont vous êtes à la tête négociera-t-elle un accord avec celle soutenue par la République en Marche entre les deux tours des élections régionales, prévues en juin prochain ? »

Florent Montillot, maire-ad-



SIÈGES. Qui occupera les 77 sièges que compte l'hémicycle régional ? Réponse dans quatre mois. PHOTO CH. GAUJARD

joint d'Orléans, chef de file régional de l'UDI et candidat au côté de Nicolas Forissier en juin prochain, laisse la porte entrouverte. « Il ne faut jamais injurier l'avenir, plaide-t-il. Nous n'avons pas de discussions pour le moment... On verra entre les deux tours ». Et d'asséner : « Nous avons davantage de

points communs avec Marc Fesneau que les socialistes en ont avec les écologistes. Ils ont des programmes différents ».

Irréconciliables à gauche ?

À gauche, toutes les têtes de liste appellent à un rassemblement... derrière leur candidature. François Bonneau, le président PS sortant, a été le premier

à s'annoncer, dès décembre 2019. Il a été suivi, moins de six mois plus tard, par son vice-président (EELV), Charles Fournier.

L'écologiste est le seul, actuellement, à faire véritablement campagne. Accompagné par vingt et un comités d'initiatives sur le territoire pour alimenter

Des règles de scrutin plutôt compliquées...

COMPOSITION DU CONSEIL RÉGIONAL ET VOTE. Convertir le résultat d'une élection régionale en noms d'élus est aussi complexe qu'un problème arithmétique du BEPC au siècle dernier. Ce qu'il faut retenir pour comprendre :

- Le conseil régional du Centre-Val de Loire est composé de 77 sièges répartis par départements, en fonction du nombre d'habitants : 19 pour le Loiret, 18 pour l'Indre-et-Loire, 12 pour l'Eure-et-Loir, 10 pour le Cher, 10 pour le Loir-et-Cher et 8 pour l'Indre.
- Le citoyen élit un chef de file régional (celui qui est amené à présider la collectivité) mais fait son choix parmi des listes départementales. Par exemple Nicolas Forissier, sera candidat dans l'Indre et chef de file régional LR. Il n'apparaîtra donc pas dans la liste des candidats dans le Loiret.
- Les listes départementales doivent respecter la parité hommes-femmes. L'électeur ne peut ni rayer ni rajouter de nom. L'ordre des noms compte pour l'attribution des sièges.

LA RÉPARTITION DES SIÈGES. Les conseillers régionaux sont élus au scrutin proportionnel à deux tours avec prime majoritaire. On vous explique :

- Premier tour : Si la majorité absolue est obtenue par un candidat, il gagne 25 % des sièges (arrondi à l'entier supérieur donc 20 en Centre-Val de Loire) plus une partie des 57 sièges répartis à la proportionnelle parmi les candidats ayant recueilli plus de 5 % des suffrages exprimés.
- Deuxième tour : si la majorité absolue n'a pas été atteinte au premier tour, les candidats ayant obtenu plus de 10 % des voix peuvent se maintenir. Ils peuvent fusionner leurs listes avec celles des candidats ayant obtenu au moins 5 % des voix. Les ordres d'apparition dans la liste peuvent être modifiés.
- Le nombre d'élus dans chaque section départementale dépend du score obtenu dans chacun des départements... après de savants calculs. Les candidats eux-mêmes attendent la validation de la préfecture pour annoncer le résultat.



13 et 20 juin 2021

LE FAIT
DU JOUR

c'est maintenant !



➔ LES CANDIDATS

RASSEMBLEMENT NATIONAL

Aleksandar Nikolic. Délégué départemental du RN en Eure-et-Loir et conseiller municipal à Saint-Rémy-sur-Avre, près de Dreux.

LR-UDI

Nicolas Forissier. Député de l'Indre, ancien secrétaire d'État chargé de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche (mars 2004, à mai 2005) conseiller régional depuis 2015.

MODEM - EN MARCHÉ

Marc Fesneau ? Ministre depuis octobre 2018 chargé des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau était auparavant député du Loir-et-Cher, président du groupe MoDem à l'Assemblée nationale. Il a été conseiller régional de 2004 à 2010, année où il a conduit une liste aux régionales.

PARTI SOCIALISTE

François Bonneau. Conseiller régional depuis 1998, président depuis septembre 2007, président délégué de l'association Régions de France.

EELV

Charles Fournier. Élu régional depuis 2010, vice-président depuis 2015. Il avait conduit une liste en 2015, qui avait fusionné avec celle de François Bonneau entre les deux tours.

PARTI COMMUNISTE

Sylvie Dubois. Adjointe au maire de Saran.

LA FRANCE INSOUMISE

Karin Fischer et Aymeric Compain. Le binôme désigné par LFI s'était présenté en 2010 sur la liste Front de gauche conduite par Marc Brynhole (PCF).

son programme. Et déjà soutenu par plusieurs formations politiques : Génération.S, Ensemble ou encore Génération écologie. François Bonneau compte s'appuyer, lui, sur la Fabrique, une plateforme numérique sur laquelle les citoyens sont invités à déposer leurs idées. Comme en 2014, les deux

candidats n'excluent pas de faire liste commune entre les deux tours. En attendant, ils cherchent à marquer leurs différences.

D'autres composantes de la gauche pourraient-elles conclure des accords ? Parti communiste (absent de l'hémicycle depuis 2015) et La France insoumise tentent de trouver les

moyens de se rassembler avant le premier tour, voire de faire liste commune avec les écologistes. Les candidats de LFI et du PCF se connaissent. Karin Fischer et Aymeric Compain, binôme chef de file LFI, étaient sur la liste conduite par Marc Brynhole (PCF) sous l'étiquette Front de gauche en 2010.

À l'autre extrémité, le Rassem-

blement national essaiera, avec un renouvellement de ses cadres, de tirer profit d'une élection qui, en général, lui réussit. Le RN a une cible désignée : Les Républicains et, en particulier, Guillaume Peltier.

La campagne ne fait que commencer, d'autres candidats peuvent émerger d'ici l'installation des panneaux électoraux. ■

Un résultat inattendu et serré en 2015

« Le Centre reste à gauche », titrait **La République du Centre** le 14 décembre 2015.

Alors qu'il était annoncé une vague bleue, qui a d'ailleurs emporté bon nombre de Régions en 2015, François Bonneau avait réussi à conserver son siège de président du conseil régional. À la tête d'une liste socialiste, radicale et écologiste au second tour face à un large rassemblement, de l'aile droite des Républicains au MoDem. Une victoire serrée, moins de 9.000 voix d'écart, sur un total de presque 256.000.

Avec 34,63 % des voix, François Bonneau gagnait trente-et-



un sièges et ses alliés écologistes, déjà conduits par Charles Fournier en obtenaient neuf. Philippe Vigier (qui démissionnera rapidement, laissant la gestion de l'union de la droite et du centre à Guillaume Peltier), se voyait attribuer vingt sièges grâce aux 34,17 % des suffrages remportés. La dernière liste de cette triangulaire, celle du Front national, dirigée par Philippe Loiseau, avec 31,2 % des voix comptait dix-sept élus.

Le taux d'abstention qu'on craignait élevé en raison d'un calendrier inédit (en décembre) a été de 50,5 % au premier tour et de 40,8 % au second. ■